



# Cathy Schneider

Professeur d'université à Washington

Auteure:

«Urban Unrest in Paris and New York» (Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2014)

«Shantytown Protest in Pinochet's Chile» (Philadelphia: Temple University Press, 1995)

«Collective Violence, Contentious Politics and Social Change», E. Castaneda (Paradigm Press, 2015)

« Aucun des terroristes du 11 septembre n'était un immigré »

*Retrouvez la contribution de Cathy Schneider, à l'occasion de notre séminaire sur “Les enjeux de la paix dans le monde aujourd'hui”, organisé par le Mouvement de la Paix en partenariat avec la CGT le 30 janvier 2016 en marge du Conseil national du Mouvement de la Paix.*

## **Sacralisation du traumatisme**

Les spécialistes soutiennent que la réponse dominante à un traumatisme de groupe est de créer une mémoire sacrée de l'événement de manière à ce que cette identité soit rétablie.

La relation d'une personne avec le traumatisme devient l'identité de base. Un groupe se forme autour de l'acte de se souvenir autant qu'autour de la mémoire elle-même.

## **Nous contre Eux**

L'histoire est figée dans l'état du sacré, inattaquable par les versions contradictoires, voire complexes, de nos réactions à l'événement d'origine. Rejoindre le groupe signifie passer des tests décisifs définis en rappelant l'événement d'une manière particulière. Inévitablement, il y a des gens laissés de côté et vilipendés.

## **Le 11/09**

Aucun des terroristes du 11/09 n'était un immigré. Six des 19 pirates de l'air avaient dépassé leur visa touristique ou étudiant ! Les visas n'ont rien à voir avec l'immigration.

Les immigrés musulmans à l'époque étaient parmi les personnes qui avaient le mieux réussi et qui étaient bien intégrés dans la population : un pourcentage bien plus élevé de professionnels que la population indigène.

## **L'islamophobie et la xénophobie croissantes**

Après le 11 septembre, 58% des Américains étaient en faveur des contrôles de sécurité plus intensifs pour les Arabes, y compris ceux qui étaient des citoyens.

49% voulaient que les Musulmans portent des cartes d'identité spéciales. 32 % voulaient qu'ils soient soumis à une surveillance particulière.

### **La réponse des Musulmans**

Le Conseil des Musulmans Américains a exhorté les Musulmans Américains à postuler à des emplois de respect de la loi afin d'aider à la détection du terrorisme. « Les organisations musulmanes se sont ralliées et se déclarent encore plus ardemment Américaines, démocratiques et solidaires des libertés civiles ». Les organisations musulmanes ont développé des partenariats avec le FBI et le département de la Sécurité Intérieure.

### **Registre des Musulmans**

En octobre 2011 le gouvernement a commencé un programme d'enregistrement Spécial qui obligeait les Musulmans de 33 pays à se présenter pour des prises d'empreintes digitales.

Il a transféré les Services d'Immigration au département de Sécurité Intérieure. Toutes les admissions de réfugiés ont été suspendues. Le FBI a établi une liste de 5.000 Musulmans.

### **Violations des Droits de l'Homme**

Le FBI a arrêté et détenu sans limitation de durée 1.200 Musulmans en détention secrète, sans en avertir leurs familles ou leur donner accès à des avocats.

La plupart étaient soumis à des niveaux de violence variables : froid, privation de couvertures, lumières allumées en permanence, privation de sommeil, coups.

Seul un faible pourcentage d'entre eux a été accusé de terrorisme.

### **Déportations et arrestations massives**

La déportation massive des étrangers arabes et musulmans de sexe masculin.

Le nombre d'immigrés sans-papiers arrêtés lors de raids sur le lieu de travail a augmenté de 7 fois entre 2002 et 2006.

Cette année-là, plus de 3.600 travailleurs ont été emmenés des abattoirs (leur lieu de travail) menottés.

Un journaliste a demandé : Pourquoi pas les patrons? Pourquoi ne pas faire un raid à Vale, Aspin ou Las Vegas, qui tous dépendent de travailleurs sans-papiers?

## **Le Patriot Act**

Permet aux agents de l'état à utiliser la surveillance contre toujours plus de crimes terroristes. En pratique, cela signifie une surveillance massive de courriels, d'appels téléphoniques et de recherches sur Internet tels que ceux signalés par Edward Snowden.

Permet aux agents fédéraux de fouiller sans un mandat de perquisition officiel.

Permet la détention indéfinie des immigrés.

Tribunaux d'immigration utilisés pour lutter contre le terrorisme

La responsabilité du gouvernement pour fournir des preuves dans les cas d'immigration est inférieure à celle des affaires pénales.

L'application de la loi n'exige pas le respect des droits de la vie privée, le droit de ne pas s'auto-incriminer, ni le procès en bonne et due forme et utilise des tribunaux d'immigration plutôt que criminels.

Droit de l'immigration de plus en plus utilisé dans les affaires de terrorisme.

Les immigrés légaux ont moins de droits constitutionnels, alors que les immigrés sans-papiers n'en ont aucun.

## **Des accusations de complot**

Augmentation des pénalités pour les crimes «terroristes» tels que l'aide ou le soutien aux personnes ou organisations répertoriées comme terroristes, ou bien complot en vue d'aider le terrorisme.

Cette mesure a été particulièrement utilisée contre les Palestiniens, pour leur soutien d'organisations comme le Hamas ou d'autres organismes de bienfaisance supposés soutenir le terrorisme en Israël. Les Farc en Colombie ont également été désignées comme terroristes et des négociateurs de paix ont été accusés d'avoir aidé le terrorisme.

Certains membres du Congrès ont soutenu que ceux à bord des navires à Gaza devaient également être accusés.

## **Restitutions Extraordinaires**

L'administration Bush a prétendu que les Conventions de Genève étaient archaïques, déclarant que les méthodes d'interrogatoire renforcées n'était de la torture que si la douleur était équivalente à la défaillance d'un organe provoquant la mort.

Engagée dans les restitutions extraordinaires, l'administration Bush arrêtait des personnes qui étaient sur des listes de surveillance, souvent totalement innocents, mais dont les noms étaient des homonymes de personnes recherchées, et les envoyait soit vers des états tels que la Syrie, l'Égypte et le Maroc pour y être torturés, soit à des « sites noirs » de la CIA en Europe de l'Est ou à Guantanamo.

## **Les Attaques contre les Lanceurs d'Alerte**

Agents de la CIA qui ont dévoilé ces programmes ont été condamnés à de longues peines de prison.

John Kiriakou, le premier à briser le silence sur l'utilisation de la torture par la CIA est resté emprisonné pendant presque 3 ans.

Jeffrey Sterling, un agent noir, a été condamné à 5 ans de prison pour avoir parlé au New York Times.

Augmentation massive du nombre de morts à la frontière

### **Le nombre de décès d'immigrés a doublé**

Dans l'année fiscale terminant le 29 septembre 2004, 460 immigrés sont morts en traversant la frontière USA-Mexique.

En 2005, plus de 500 sont morts sur toute la longueur de la frontière USA.-Mexique.

En 2009, 417 décès ont été signalés de l'autre côté de la frontière.

En 2013, il y en avait 445.

En 2015, le nombre est enfin tombé à 307.

Les Américains n'étaient pas plus en sécurité pour autant

### **Le terrorisme local a considérablement augmenté**

Après le 11/09, parmi les 175 cas d'activité terroriste islamiste dirigés envers les USA, 50% concernaient des citoyens nés aux USA et 33% des citoyens US naturalisés.

Le Congrès a refusé de réglementer ou faire enregistrer la vente des armes à feu, y compris des armes d'assaut conçues pour la guerre.

### **« L'Ennemi Intérieur »**

Une aiguille dans une botte de foin

L'émergence du terrorisme local soulève deux questions :

Les autorités n'ont pas fait ce qu'il fallait pour limiter ou empêcher le processus de radicalisation.

La création d'une culture de la peur pour justifier le profilage racial et la discrimination, ce qui augmente le sentiment d'aliénation et de tendance à la radicalisation.

### **Musulmans Afro-Américains**

Se sont plaints d'une surveillance accrue par rapport à d'autres Musulmans (72 à 54 % respectivement).

Sont deux fois plus susceptibles de dire qu'ils ont été choisis par la police ou physiquement menacés.

Sont plus susceptibles (9%) que les immigrés musulmans (3%) à exprimer leur soutien à Al-Qaïda et moins susceptibles (36 %) que les Musulmans immigrés (63 %) à exprimer des sentiments défavorables à Al-Qaïda.